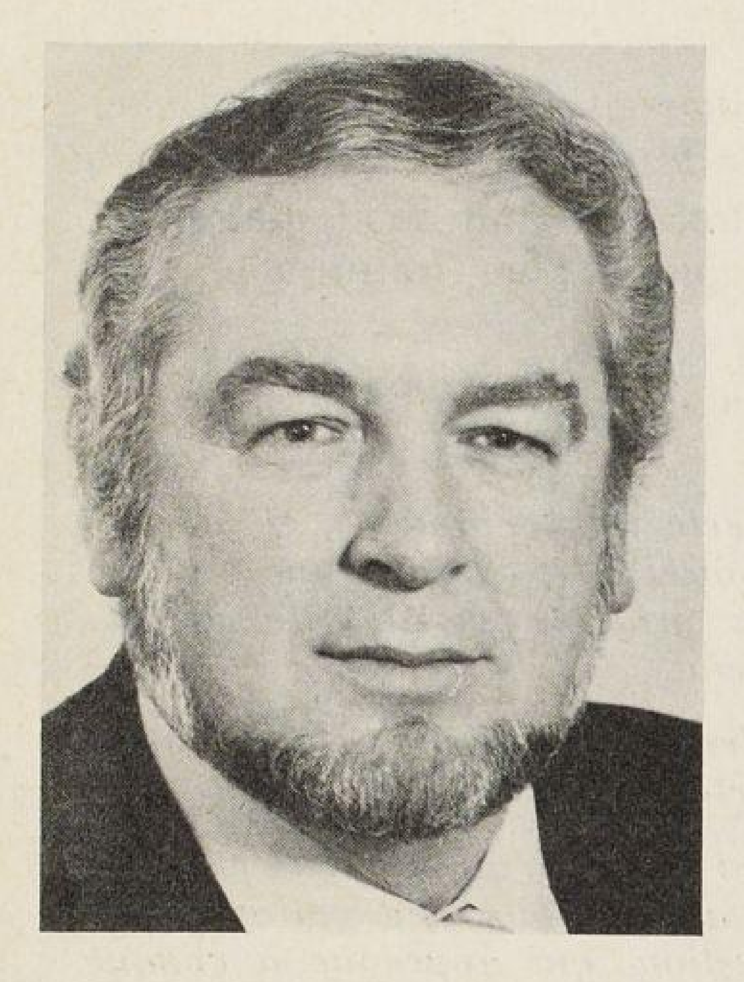
RÉPUBLIQUE FRANCAISE

Elections Législatives — Scrutin du 12 Mars 1978 — 2[e] Circonscription du Calvados

PARTI SOCIALISTE

CHANGER LA VIE, c'est possible tout de suite, avec les Socialistes dans un Gouvernement d'Union de la Gauche



Henry DELISLE

39 ans, marié, 3 enfants
Enseignant
Maire de Mézidon - Canon
Conseiller Général
Membre du Comité directeur du P.S.
Membre du Bureau National
de l'Association des Maires de France
CANDIDAT DÉPUTÉ

DYNAMISME
EFFICACITÉ



IL EST TEMPS DE VIVRE AUTREMENT



François ARON

36 ans
Ancien élève
de l'Ecole Normale Supérieure
Maître-Assistant à l'Université
Conseiller Municipal de Lisieux
CANDIDAT SUPPLÉANT

- Relance de la production et des grands travaux ;
- Création immédiate de 500 000 emplois dont 150 000 dans le secteur public et 60 000 pour les collectivités locales ;
- Le S. M. I. C. à 2 400 F et augmentation modulée des salaires ;
- Droit à la retraite à 55 et 60 ans ;
- Amélioration des conditions de travail ;
- 5[e] semaine de congés payés ;
- Interdiction des cumuls abusifs ;
- Aides financières et allègements des charges pour entreprises artisanales et petits commerces. Etablissement de l'égalité des charges et de la fiscalité avec les grandes surfaces ;
- Prix et revenus agricoles garantis ;
- Revenu cadastral plus juste en tenant compte du revenu brut d'exploitation ;
- Revalorisation de toutes les retraites ;
- Minimum vieillesse à 1 300 F par mois ;
- Impôts sur les grosses fortunes (supérieures à 200 millions) ;
- Nationalisation des neuf grands groupes industriels et du crédit ;
- Planification démocratique et réelle décentralisation ;
- Retour à une véritable politique sociale du logement ;
- Défense de l'environnement : plan de lutte contre la pollution et les nuisances, plan de protection de la nature, moratoire nucléaire, humanisation des villes ;

Chère Madame, Chère Mademoiselle, Cher Monsieur,

Désir de changement, exigence de justice sociale, volonté de « s'en sortir », attachement à la démocratie et à la liberté, c'est là le choix des Français pour 1978. Et cela, seule une majorité d'Union de la Gauche avec un puissant Parti Socialiste peut le garantir.

Car ceux qui nous gouvernent depuis 20 ans, empêtrés dans leurs querelles de personnes, usés par le pouvoir, masquant le vide de leurs propositions par le bavardage et l'anathème, ne peuvent pas, ou ne veulent pas mettre en œuvre les modifications qui permettraient de mettre fin à la « crise » : celle-ci a bon dos, et elle frappe essentiellement les hommes et les femmes de condition modeste.

Et, plus encore que dans notre pays, la majorité sortante a échoué dans le Pays d'Auge et la région de Falaise : baisse du revenu des agriculteurs, exode de la population, dépérissement des bourgs ruraux, où les équipements publics sont insuffisants et où les commerces et l'artisanat disparaissent, insuffisance et fragilité des implantations industrielles, stagnation des villes, chômage, bas salaires, tristesse des Z.U.P....

Les Socialistes dénoncent ces échecs, comme ils dénoncent une campagne qui vise à les masquer en affolant à grands frais, les citoyens et qui travestit ou ignore les propositions de l'opposition.

La Gauche ne veut pas d'une société collectiviste ou totalitaire, elle veut abolir des privilèges, mettre fin à des inégalités, construire une société plus juste, plus fraternelle, plus humaine.

Non pas la collectivisation des terres, *mais une réorganisation des S.A.F.E.R. dans le sens d'une plus grande justice et d'une plus grande efficacité.*

Non pas l'étranglement des P.M.E., *mais la garantie de la liberté d'entreprendre, et la définition des moyens qui lui permettent de s'exercer (aides, crédits, conseils), y compris une fiscalité plus équitable et une modulation des charges : protégées contre les grandes sociétés, les P.M.E. doivent participer à une politique de plein emploi et de progrès social.*

Non pas la bureaucratie, *mais une décentralisation des pouvoirs et des moyens, le renforcement du rôle des élus, la nécessité de la consultation et de la concertation.*

Non pas l'endoctrinement à l'école, *mais une école pluraliste et gratuite, qui coexiste et collabore avec les autres institutions éducatives que sont les familles, les associations d'éducation populaire, etc..., qui associe davantage les familles et les élèves à sa gestion, qui apprenne à chaque jeune à prendre en main, avec les autres, sa propre formation, et le prépare à jouer pleinement et librement son rôle de citoyen, de producteur, de consommateur et d'homme.*

Non pas la liquidation de l'Ecole privée, *mais le refus formel du monopole, l'extension du contrat d'association, l'intégration progressive et négociée des établissements sous contrat qui le désirent dans un système rénové d'Education Nationale — avec statut de la fonction publique pour les personnels enseignant et non enseignant de ces établissements.*

Non pas la fin des libertés, *mais leur extension, leur défense, la définition des moyens matériels et juridiques de leur exercice, la construction d'une véritable démocratie, assurant le libre choix, le bien-être et la sécurité des citoyens.*

Non pas la gestion de la crise au profit du capitalisme, *mais l'extension des droits des travailleurs et une nouvelle logique du développement fondée sur les besoins des hommes — et non sur le profit.*

Les Socialistes veulent être jugés sur leurs objectifs, sur les moyens d'y parvenir — tels que les ont définis le Programme Commun et les projets complémentaires du P.S. — et non à travers les calomnies, les fantasmes et la peur de ceux qui s'accrochent au pouvoir.

Jamais un mouvement politique n'avait fait un tel effort pour proposer, prévoir, chiffrer. C'est le contraire du flou, le contraire de l'aventure. Prêts à gouverner dans le cadre de l'Union de la Gauche, les Socialistes n'ont pas rêvé la France idéale ; ils ont étudié les faits, écouté les revendications populaires, défini les ruptures nécessaires et possibles dans la perspective autogestionnaire qui est la leur. Avec François MITTERRAND, le Parti Socialiste est le porte-parole de tous ceux que le système actuel repousse, brime et opprime, qu'ils soient ouvriers, employés, travailleurs indépendants, agriculteurs, fonctionnaires, vieux, jeunes...

Tous ceux qui croient en l'homme, comme individu et comme membre à part entière d'une société à humaniser assureront, dès le 12 mars, la victoire des candidats socialistes pour qu'une grande espérance populaire devienne réalité quotidienne.

Henry DELISLE. François ARON.

R. LE BRUN - CAEN